

## Villes allemandes en mutation – La transition environnementale et sociale

Un dossier dirigé par C. Oberlé\*, S. Toscer-Angot\*\* et M. Weinachter\*\*\*, publié avec le soutien de l'Institut des Mondes Anglophone, Germanique et Roman (IMAGER) de l'Université de Paris-Est Créteil



### Quelles villes pour demain ?

Une formule de l'ancien maire de la ville de Denver (Colorado), Wellington Webb, a connu un certain succès : « Le XIX<sup>e</sup> a été le siècle des Empires, le XX<sup>e</sup> celui des États-nations. Le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui des villes ». Si l'affirmation est en elle-même discutable quant à la capacité de celles-ci à devenir un échelon de gouvernance dominant, elle souligne néanmoins l'importance croissante des problématiques urbaines. De fait, une part croissante de la population mondiale habite en milieu urbain. Si celle-ci compte actuellement 55 % de citadins, cette proportion pourrait atteindre 68 % en 2050<sup>1</sup>. Et la prise de conscience grandit

quant aux enjeux liés à ce phénomène : il s'agit de préserver *durablement* les conditions du vivre ensemble dans un contexte mouvant, en particulier face aux défis de la dégradation de l'environnement et des conséquences du changement climatique. La mondialisation et l'urbanisation représentent des opportunités comme des risques pour les villes. La question qui se pose aujourd'hui pour ces dernières est de savoir comment concilier le défi de l'attractivité, les ambitions écologiques et environnementales, tout en luttant contre le développement de la ségrégation sociale et territoriale.

Le sujet est désormais largement thématiqué et médiatisé, dans la société comme chez les responsables politiques, et ce à tous les échelons. Les initiatives citoyennes se multiplient et se mettent parfois en réseau à l'échelon national voire international. L'une des plus connues est sans doute le mouvement des « Villes en transition », né en 2006 en Grande-Bretagne<sup>2</sup>, qui a entretemps essaimé dans 50 pays à travers le monde, avec plus de 2 000 initiatives, et dont l'objet est à la fois de réduire fortement,

\* Germaniste et maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, membre de l'UMR SIRICE et membre associée du CEGIL. Dernière publication en lien avec la thématique : « Tournant énergétique et urbanisme en Allemagne », in : *Allemagne d'aujourd'hui*, Dossier « La transition énergétique en Allemagne » (dir. Brigitte Lestrade et Anne Salles), n° 227, 2019, p. 124-137.

\*\* Maître de conférences en civilisation allemande à l'Université Paris Est Créteil (UPEC). Elle est membre titulaire de l'UMR Groupe Sociétés Religions Laïcités (EPHE-CNRS, PSL) et membre associée de l'Institut des Mondes Anglophone, Germanique et Roman (IMAGER UPEC, EA 3958).

\*\*\* Maître de conférences à CY Cergy Paris Université et à l'IEP de Saint-Germain-en Laye. Membre du laboratoire AGORA de Cergy Paris Université. Publication récente en lien avec la thématique : « Sortie du nucléaire - et bientôt du charbon ? », in *Allemagne d'aujourd'hui*, Dossier « La transition énergétique en

Allemagne » (dir. Brigitte Lestrade et Anne Salles), N° 227, 2019, p. 22-36.

1. Selon une étude publiée par l'ONU en mai 2018. Source : ONU Info, <https://news.un.org/fr/story/2018/05/1014202>.
2. À l'initiative de Rob Hopkins, enseignant en permaculture britannique. Ce mouvement a été popularisé notamment par la séquence qui lui est dédiée dans le documentaire de Cyril Dion « Demain » (2015).

individuellement et collectivement, la consommation d'énergie d'origine fossile et les émissions de CO<sub>2</sub>, de renforcer la résilience des territoires, leur capacité à absorber les chocs à venir, par une relocalisation de l'économie (alimentation, énergies renouvelables...), et de renforcer les liens, les solidarités et la coopération entre l'ensemble des acteurs d'un territoire<sup>3</sup>. Et l'utilité des échanges de bonnes pratiques entre les acteurs du changement, ici comme ailleurs, n'est plus à démontrer. La nécessité de s'adapter n'est d'ailleurs pas moindre dans les villes qui connaissent plutôt une baisse démographique – c'est le cas d'un certain nombre de villes allemandes, comme le montrent certaines des contributions à ce dossier.

De manière générale en Allemagne, la question conjointe des transformations urbaines et des impératifs de durabilité figure en bonne place de l'agenda politique. Lors de la fusion des programmes fédéraux de réhabilitation urbaine de l'Est et de l'Ouest, en 2017, la montée en puissance des enjeux environnementaux et climatiques a été affirmée avec force, et présentée comme transversale à tous les domaines de compétences en matière d'urbanisme<sup>4</sup>. Quant aux nouvelles priorités du programme fédéral de développement urbain, énoncées en 2020, elles montrent un changement de paradigme : les subventions iront désormais davantage aux projets de transformation urbaine innovants et à visée environnementale qu'au soutien des zones urbaines déshéritées, même si la composante sociale et la volonté de mixité sont elles aussi soulignées<sup>5</sup>. La Charte de Leipzig sur la ville

européenne durable<sup>6</sup>, signée en 2007 par tous les membres de l'Union Européenne (alors sous présidence allemande), est actualisée dans le même sens en 2020, sous la mandature d'Ursula von der Leyen. Alors que l'accent était à l'origine plutôt mis sur les problématiques sociales et la participation des citoyens au développement urbain, l'urgence climatique est au cœur de la nouvelle version de la Charte<sup>7</sup>, l'espace urbain y étant appréhendé à la fois comme particulièrement menacé par ces évolutions et comme potentiellement source de solutions. En Allemagne, la mise en œuvre de la Charte est portée conjointement par le niveau fédéral, les Länder et les communes, dans le cadre de la « Politique nationale en matière d'urbanisme » (*Nationale Stadtentwicklungspolitik*)<sup>8</sup>. Dans le dernier programme du gouvernement fédéral, décliné sous la forme de 180 mesures et approuvé par le gouvernement fédéral en octobre 2020 – dans la suite des plans de protection du climat et d'adaptation aux effets du changement climatique adoptés depuis 2008 –, des fonds spécifiques à hauteur de 790 millions d'euros sont dédiés, rien que pour l'année en cours, à la réorientation du développement urbain. Il s'agit notamment de « verdir » les villes et de rendre les bâtiments plus efficaces, la température relevée au centre des agglomérations étant de plusieurs degrés supérieure à celle mesurée à la périphérie. L'accroissement de la couverture végétale (arbres, parcs, etc.), la présence d'eau (lacs, etc.) et l'emploi de matériaux de construction n'empêchant pas l'eau de s'infiltrer dans le sol sont quelques-uns des moyens à mettre en œuvre<sup>9</sup>.

3. Cf. site français : <https://www.entransition.fr/eten> anglais : <https://transitionnetwork.org/resources-essential-guide-transition/>.

4. Ces programmes sont pilotés par un service du *Bundesministerium des Innern, für Bau und Heimat* (Ministère fédéral de l'Intérieur, de la Construction et des territoires / trad. des aut.) : [https://www.staedtebaufoerderung.info/StBauf/DE/Programm/Stadumbau/stadumbau\\_node.html](https://www.staedtebaufoerderung.info/StBauf/DE/Programm/Stadumbau/stadumbau_node.html).

5. Cf. Henrik Scheller : *Transformiert euch – und gestaltet den Wandel ! In : Berichte – Das Magazin des difu 2020-01*, Deutsches Institut für Urbanistik Berlin 2020 p. 4f.

6. « Leipzig Charta zur nachhaltigen europäischen Stadt » : <https://www.bmu.de/download/die-leipzig-charta/>.

7. « Neuauflage der Leipzig Charta zur nachhaltigen europäischen Stadt » : <https://urbact.eu/neuauflage-der-%E2%80%9ELeipzig-charta-zur-nachhaltigen-europ%C3%A4ischen-stadt-%E2%80%9C>.

8. Voir : [https://www.nationale-stadtentwicklungspolitik.de/NSP/DE/Grundlagen/grundlagen\\_node.html?sessionid=59CD011915D6F0E43166E68B0A2327F3.live21302](https://www.nationale-stadtentwicklungspolitik.de/NSP/DE/Grundlagen/grundlagen_node.html?sessionid=59CD011915D6F0E43166E68B0A2327F3.live21302).

9. Ce programme en 180 mesures a été approuvé lors de l'examen du deuxième rapport de suivi

Ces injonctions à la transformation écologique des villes peuvent donner l'impression que, de fait, un arbitrage est souvent effectué parmi les différents objectifs de développement durable, tels que définis par l'ONU, alors même qu'ils sont essentiellement liés. Et de fait, la plus grande vigilance est de mise lorsqu'il est question de « durabilité », en particulier sur la prise en compte des aspects sociaux. Dépasser l'antagonisme supposé entre politique censément « durable » et préoccupations sociales est un des grands enjeux – et une ambition que traduit le concept très en vogue de « ville inclusive » –, mais aussi un écueil que les mesures environnementales n'évitent pas toujours. Au-delà des inégalités face à la question énergétique<sup>10</sup> et des risques de « gentrification » à la suite d'opérations de réhabilitation de certains quartiers, des stratégies aussi séduisantes à première vue que le développement d'une « ville du quart d'heure »<sup>11</sup>, ou que la possibilité pour les citoyens de signaler les dysfonctionnements survenant dans leur quartier *via* une plateforme numérique, peuvent entraîner des effets pervers pour les habitants les moins favorisés. Une ville où tout se trouve à proximité risque en effet de favoriser l'entre-soi et de renforcer ainsi les

inégalités sociales, tandis qu'une moindre propension à utiliser les moyens numériques peut entraîner une prise en compte réduite des difficultés des habitants des quartiers où il y aurait pourtant le plus matière à intervenir<sup>12</sup>. Pour certains, comme le montre Cyria Emelianoff, c'est l'association même de « ville » et de « durable » qui apparaît contradictoire ou du moins fortement ambivalente, puisque les problèmes environnementaux seraient causés par le système même (le capitalisme industriel), à l'origine de l'essor des villes dans leur forme actuelle<sup>13</sup>...

Qu'en est-il outre-Rhin ? On pourrait multiplier les exemples laissant à penser qu'il y aurait un modèle allemand de « ville durable », ou illustrant des politiques urbaines de durabilité ambitieuses. « Hambourg, capitale verte européenne en 2011 », même distinction pour Essen en 2017, « Fribourg Green City – bien plus que la [simple] protection du climat », slogan affiché sur le site internet de la ville<sup>14</sup>... Mais au-delà des mots ou des slogans, de l'émergence de nouveaux paradigmes comme celui de « durabilité urbaine », devenu un concept quelque peu fourre-tout, et au-delà de l'idée reçue d'une avance prise par l'Allemagne et les pays du nord de l'Europe sur ces sujets, comment les villes allemandes tentent-elles réellement de s'adapter à ces problématiques ? Dans quelle mesure les citoyens sont-ils acteurs des politiques et des transformations urbaines ? Quel est leur rôle dans les choix et les orientations en la matière ? Sont-elles imposées, négociées ? A-t-on affaire plutôt à des logiques « top-down » ou à des dynamiques « bottom-up » ? Comment s'effectue le travail de coordination entre les différents acteurs ?

---

de la stratégie allemande pour l'adaptation au changement climatique (depuis 2008), qui fait le bilan des cinq dernières années. Voir sur le site du gouvernement fédéral : <https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/bericht-zur-klimaanpassung-1803624>.

10. Cf. par ex. Philippe Hamman et Guillaume Christen : *La transition énergétique face aux inégalités écologiques urbaines*. In : *Géographie, Économie, Société* 19 (2017) p. 267-293.
11. Selon l'actuelle Maire de Paris, Anne Hidalgo : « La ville du quart d'heure, c'est quoi ? C'est la ville des proximités où l'on trouve tout ce dont on a besoin à moins de quinze minutes de chez soi. C'est la condition de la transformation écologique de la ville, tout en améliorant la vie quotidienne des Parisiens » (janvier 2020). Outre-Rhin, on parle plus volontiers (et depuis bien plus longtemps) de « ville où tout est rapidement accessible » (*die Stadt der kurzen Wege*). Voir : Kemper, Franz-Josef, Kulke, Elmar, Schulz, Marlies (éd.) *Die Stadt der kurzen Wege. Alltags- und Wohnmobilität in Berliner Stadtquartieren*, Springer, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2012.

---

12. Aurélie Jean, « Construire intelligemment la smart city ». In : *Le Un* 14/10/2020, p. 6.

13. Cyria Emelianoff : *La ville durable, une notion fossile ?* In : *Un demi-siècle d'environnement entre science, politique et prospective* (2015), pages 137 à 144.

14. « Fribourg Green City – Mehr als nur Klimaschutz » : <https://www.freiburg.de/pb/,Lde/205243.html>.

C'est ce que propose d'éclairer ce dossier. Il se veut ainsi une contribution à la réflexion sur les transformations opérées, depuis un certain temps et actuellement, par bon nombre de villes allemandes, très diverses par leur taille, leur situation et les enjeux locaux. Le dossier reflète les questionnements sur la façon dont les politiques urbaines intègrent les dimensions environnementale, économique, sociale et démographique dans l'aménagement urbain, dans leur gestion des ressources, et dans la gouvernance des villes. Lutte contre l'étalement urbain, les pollutions, le réchauffement climatique et ses effets, tendance à une « re-communalisation » favorisant une plus grande souveraineté énergétique au plan local, nouvelles formes de « vivre-ensemble », place faite aux initiatives citoyennes et à la concertation lors de projets d'urbanisme, promotion de la diversité et de la mixité sociale (ou à l'inverse gentrification) : les mutations urbaines sont immédiatement en prise avec le politique, au sens premier.

Un certain nombre d'aspects (culturels, architecturaux, patrimoniaux, etc.) ne sont pas abordés spécifiquement ici, même si l'intérêt de ces questions pour le développement et la modernisation des villes outre-Rhin n'est pas à démontrer, et mériterait de faire l'objet d'études ultérieures. Ainsi, la question des projets culturels développés sur des zones urbaines en déshérence, explorée ailleurs par Lauren Andres et Boris Grésillon<sup>15</sup>, apporterait un éclairage stimulant sur les mutations urbanistiques et sociétales, et sur l'ambivalence de la revitalisation qu'ils suscitent : de l'affirmation d'une identité forte à une uniformisation qui affadit, de la valorisation foncière des lieux à la requalification d'un quartier ou d'une ville, du « squat » au lieu hyper-branché... Que ce soit à Berlin ou par exemple dans une ville moyenne comme Apolda (Thuringe), ces préoccupations concernent de nombreuses villes allemandes.

Concernant les aspects prioritairement abordés dans ce dossier, pour toutes les villes l'enjeu est double – et les deux aspects vont de pair : comment les villes peuvent-elles adapter leur mode de fonctionnement afin de réduire à l'avenir leur impact environnemental et climatique ? Et dans l'autre sens : comment les villes peuvent-elles s'adapter pour relever le défi de la dégradation de l'environnement et des conditions climatiques auquel elles sont d'ores et déjà confrontées ? Dans les deux cas, la question de la qualité de vie, et donc de l'attractivité, est un enjeu crucial.

Comme le montrent les contributions réunies ici, de multiples facteurs déterminent le processus de transition et son acceptabilité dans la population : la taille de la ville, ses enjeux spécifiques, ses moyens humains et financiers, le degré de mobilisation des différents acteurs et leur persévérance dans la mise en œuvre de projets de transformation de longue haleine. Concrètement, les domaines concernés par la question de l'urbanisme « durable » sont très nombreux. On pense bien sûr à l'architecture à haute qualité environnementale et aux nouvelles formes d'habitat, mais aussi à la réorganisation et à la nécessaire diversification des mobilités, ou encore à l'articulation des différentes fonctionnalités dans l'espace urbain. Dans ses composantes démographiques aussi bien que sociales ou sociologiques, l'intégration de la population urbaine dans sa diversité est elle aussi essentielle. Par ailleurs, si elle est souvent pensée à grande échelle, la politique énergétique se décline aussi au niveau de la ville, qu'il s'agisse de réduire la consommation ou de favoriser, voire de produire des énergies renouvelables. Cette compétence des villes se retrouve d'ailleurs pour d'autres ressources : réseaux d'eau, gestion des déchets, promotion du recyclage, mise en place de circuits courts pour un approvisionnement alimentaire de qualité voire bio... Végétaliser les villes, y redonner une place à l'eau, et penser les schémas de circulation de l'air permettent à la fois de gagner en qualité de vie, de prévenir et de pallier les effets du changement climatique.

15. Lauren Andres, Boris Grésillon : *Les figures de la friche dans les villes culturelles et créatives - Regards croisés européens*. In : *L'Espace géographique* 2011/1 Tome 40, pages 15 à 30.

Avec bien sûr en filigrane, au service de ces transformations, une utilisation raisonnée des moyens numériques – c’est le concept de « Smart-city », de « ville connectée » – pour piloter plus efficacement les nouveaux modes de fonctionnement mis en place, par exemple, en matière de mobilité ou de flux d’énergie, grâce à des outils digitaux de plus en plus performants. Ces « réseaux intelligents » facilitent entre autres la mutualisation de services ou de ressources, des économies d’énergie, la rationalisation des transports et de l’offre de mobilité. Ils peuvent favoriser la participation des citoyens à la vie et à la gestion de leur ville... Mais les réserves suscitées par ces technologies digitales sont elles aussi nombreuses. La « Smart city » est terriblement énergivore et génératrice de chaleur, elle pose de sérieux problèmes de sécurité des données, que ce soit par rapport à d’éventuels piratages ou à la protection des données personnelles, et pourrait renforcer les inégalités entre individus, voire entre territoires. Il y a bien une « face sombre » de la « Smart city », selon le scientifique allemand Heinz Kunzmann<sup>16</sup>, et celle-ci inquiète particulièrement en Allemagne, ce qui explique des réticences bien plus grandes à se saisir des « réseaux intelligents » que dans d’autres pays<sup>17</sup>.

On le voit, la question des mutations urbaines revêt bien des facettes, et ce dossier ne saurait évidemment prétendre à l’exhaustivité. Chaque domaine mériterait sans doute à lui seul un dossier entier, tant ces sujets impactent directement, individuellement et collectivement, la vie quotidienne des citoyens, et tant ils devraient encore gagner en importance dans les années à venir dans les agendas des décideurs.

Les articles réunis dans ce dossier abordent le sujet de manière diverse, en fonction de l’objet étudié. Ils présentent des villes allemandes d’une grande variété :

métropoles, villes petites et moyennes, situées à l’Ouest, à l’Est, au Nord et au Sud, en déclin ou en croissance d’un point de vue économique et démographique, et qui sont autant de laboratoires d’une transition à l’œuvre. Chacun d’eux apporte un éclairage sur les enjeux, sur les mutations en cours, les réussites et leurs limites, les échecs, les bonnes idées et les fausses bonnes idées. L’enfer étant, en la matière comme par ailleurs, pavé de bonnes intentions, des transformations *a priori* exemplaires peuvent finalement s’avérer source d’effets secondaires contre-productifs. Il faut ajuster, ré-ajuster les initiatives et les procédés novateurs face à des défis inédits. Comme ces contributions le montrent, l’inventivité et la créativité sont ici de mise, souvent dans des logiques de coopération plutôt horizontales et participatives – surtout pour les villes petites et moyennes, où les ressources humaines comptent au moins autant que les ressources financières, souvent réduites. Le contexte spécifique à l’Allemagne est au cœur des contributions : technologies de pointe et culture écologique ancrée de longue date, mise en œuvre hétérogène du « tournant énergétique » du fait du fédéralisme ; évolution contrastée des territoires ; héritages multiples de la partition du pays ; incertitudes liées à la démographie – entre vieillissement et flux migratoires, villes en déclin d’une part, « boom » de certaines métropoles d’autre part. Les dynamiques observées sont complexes et les réponses apportées au défi de la transition extrêmement diverses, au risque de renforcer les déséquilibres territoriaux existants.

Les trois premières contributions de ce dossier présentent des villes allemandes qui questionnent, chacune à sa façon, les limites du « modèle » dont elles se réclament ou dans lequel elles ont pu se projeter, et le soumettent à l’épreuve de la réalité.

Philippe Hamman analyse le cas de Fribourg, emblème de l’écologie urbaine, ville verte par excellence, reconnue « capitale allemande de l’environnement » dès 1992. Peut-elle vraiment être considérée comme un modèle ? C’est la question à laquelle tente de répondre

16. Cité dans l’entretien avec Patrizia Ingallina : « La sociabilité est le fondement et l’essence de la ville ». In *Le Un* 14/10/2020.

17. Voir par ex. la comparaison avec la Lituanie dans l’article de Stefan Schulz : *Trafi revolutioniert den Stadtverkehr*. In : *Spiegel online*, 18/03/2018.

Philippe Hamman, qui se demande ce que l'exemplarité écologique veut dire en matière de durabilité, sociale en particulier. Il déconstruit en partie les représentations dominantes ou les récits mythiques présentant Fribourg comme pionnière en développement durable et révèle ainsi certains effets pervers et angles morts d'une politique imposant des standards énergétiques et écologiques élevés.

Dans un contexte tout autre, à travers son analyse de la gestion des réseaux d'eau et d'énergie à Magdebourg, capitale du Land de Saxe-Anhalt en Allemagne orientale, Daniel Florentin met en évidence les difficultés et les tensions, voire les contradictions inhérentes à la mise en place d'une politique de transition écologique dans un contexte démographique globalement à la baisse. Il montre les difficultés à faire de la décroissance urbaine un accélérateur de transition écologique, dans la mesure où la décroissance (ici, subie, des réseaux techniques) se révèle, en partie du moins, impuissante à générer un nouveau modèle de gestion des ressources, plus sobre et plus durable.

Le cas de Sarrebruck étudié par Carole Wernert illustre les ambivalences et les vicissitudes d'une transition énergétique menée de façon à la fois très précoce et très volontariste, dans un Land où le charbon a longtemps été roi. La politique énergétique menée par la capitale de la Sarre atteste bien d'une transition à deux vitesses en Allemagne. Elle montre comment les mutations des systèmes énergétiques dépendent des marchés, des incitations à l'échelle fédérale et des changements politiques, mais analyse également le rôle déterminant en la matière des dynamiques et des acteurs locaux.

Les deux contributions suivantes analysent le cas des métropoles Berlin et Dresde selon une approche plus globale. À l'articulation entre mutations subies et transformations impulsées, leurs stratégies environnementales illustrent les interactions entre préoccupations urbanistiques, écologiques et sociales.

Boris Grésillon et Ares Kalandides retracent l'évolution de la politique environnementale de la ville-État de Berlin. Ils questionnent la cohérence et la crédibilité des stratégies mises en œuvre, en termes de durabilité depuis trois décennies. Ils montrent comment les grands axes d'adaptation à un contexte mouvant ont évolué au fil des coalitions politiques et des initiatives portées par les citoyens. Avec, de façon récurrente, des tensions entre enjeux écologiques ou sociaux d'une part, et développement des infrastructures d'autre part.

Sibylle van der Walt analyse un exemple très concret d'urbanisme durable en Allemagne, le projet de baignade naturelle dans le canal de la Spree au centre de Berlin, qui montre comment, sur une période de plus de vingt ans, une petite initiative citoyenne, impulsée par de jeunes artistes, est devenue un projet de grande envergure, financé par des fonds publics en dépit de nombreux défis et difficultés, qui a mobilisé une large partie de la population et obtenu un soutien au-delà des clivages partisans.

Denis Bocquet souligne les continuités historiques et les ambivalences qui caractérisent les transformations de Dresde, en particulier dans les choix opérés pour sa « reconstruction ». Le renouveau touristique et industriel a un impact fort sur l'urbanisme, tandis que l'évolution démographique a suscité un étalement urbain qui continue à favoriser l'automobile. Dans la politique menée, la transition écologique vise prioritairement à s'adapter aux changements climatiques.

Au-delà de ces métropoles et de leurs singularités, l'Allemagne est caractérisée par la densité de son réseau de villes, un élément décisif pour les équilibres entre territoires et, *in fine*, pour la cohésion du pays. La troisième partie du dossier opère un changement d'échelle et propose deux approches très différentes, mais complémentaires, de cet ensemble.

Cécile Oberlé examine les villes petites et moyennes, rarement étudiées en tant que telles, bien que prépondérantes dans le tissu urbain allemand. Par-delà leurs

disparités, celles-ci s'engagent pleinement dans la transition. Malgré une attractivité parfois moindre et des fragilités particulières, elles bénéficient d'un avantage comparatif : acteurs et décideurs peuvent plus facilement se coordonner, mobiliser les ressources locales et susciter l'adhésion de la population. Cécile Oberlé met également en évidence leurs efforts pour cultiver un caractère urbain spécifique et attirer des habitants pour faire face au défi démographique.

Gérard-François Dumont, en tant que géographe spécialiste des territoires et des populations, apporte une approche différente. Son étude de l'armature urbaine polycéphale et du contexte institutionnel allemand spécifique met en lumière l'imbrication des échelons administratifs. Au-delà du souci de conserver une organisation territoriale à la fois décentralisée et concentrée, il montre l'importance de la structure fédérale de l'Allemagne et de la multiplicité des échelons de pouvoir outre-Rhin pour la gouvernance des villes et de leur évolution. Il questionne également l'impact des évolutions démographiques différenciées sur le maillage urbain de l'Allemagne

La pandémie qui touche tous les continents depuis le début de l'année 2020, et plus particulièrement les grands centres urbains, pourrait accélérer une prise de conscience pérenne quant à la fragilité de nos équilibres. Elle serait susceptible d'aboutir à une remise en question, chez certains du moins, de nos modes de vie et de consommation, avec pour corollaire une plus grande réceptivité à ces sujets, notamment concernant la nécessité d'orienter le fonctionnement des villes et les habitudes – en l'occurrence bousculées – de leurs habitants vers des pratiques plus durables.

Alors que la planète entière est engagée dans une bataille de longue haleine contre le coronavirus, comment rendre les villes plus vivables ? Comment les métropoles vont-elles s'adapter ? Quels projets d'aménagements urbains liés aux spécificités d'une pandémie – qui ne sera sans doute pas la dernière – vont émerger ? La forte

densité de population en milieu urbain fait bien évidemment partie des facteurs de risque, comme en témoigne par exemple le cluster qui s'est développé en juin 2020 dans un immeuble de Göttingen ou, *a contrario*, les taux de contamination plus faibles en Allemagne qui s'expliqueraient, entre autres, par une taille moyenne des ménages plus réduite qu'en France<sup>18</sup>.

La « dé-densification », que certains appellent de leurs vœux pour une meilleure qualité de vie en ville, et le délaissement possible de quartiers entiers (d'affaires, notamment) suite à l'essor du télétravail<sup>19</sup> vont-ils remettre en question les injonctions à la « ville compacte », bousculant les modèles jusqu'alors préconisés à la fois pour rationaliser déplacements et circuits énergétiques urbains, et pour limiter l'artificialisation des sols ?

Les évolutions vers davantage de durabilité en ville vont-elles être remises en question ? Dans le domaine des mobilités, ne court-on pas le risque d'observer un retour en force de la voiture, du fait que les transports en commun sont perçus comme des incubateurs à virus ? Il n'est pas certain que le report sur davantage de déplacements à vélo vienne compenser cette tendance. Enfin, va-t-on assister à un basculement de population vers les périphéries urbaines, vers des villes de dimension plus modeste, voire à un « exode urbain » vers les « campagnes » proches, au prix de toujours plus d'étalement urbain et de besoins en mobilité ?

– Cécile OBERLÉ, Sylvie TOSCAR-ANGOT, Michèle WEINACHTER –

18. Cf. resp. <https://www.zeit.de/gesellschaft/2020-06/corona-ausbruch-goettingen-beschraenkungen-tests> et : *Corona-Krise in Frankreich und Spanien - Was macht Deutschland besser ?* In *Frankfurter Rundschau* online 18/09/2020.

19. Cf. resp. Valérie Plante, maire de Montréal in *Le Monde* 17/06/2020 p. 24, et Patrizia Ingallina, *op. cit.*